



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/L-espoir>

L'espoir

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1981 - N° 792 - août-septembre 1981 -

Date de mise en ligne : jeudi 29 mai 2008

Date de parution : août 1981

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

L'ESPOIR en l'instauration d'une société distributive ne réside pas tant dans la venue au pouvoir (première étape indispensable cependant) d'un gouvernement socialiste appuyé par une solide majorité parlementaire, que dans l'évolution profonde des idées et des comportements. Je vous en donnerai deux exemples significatifs concernant l'un le travail et l'autre l'argent.

La société industrielle et capitaliste du XIXe et du XXe siècles avait sacralisé le travail à un point tel qu'un chômeur (même bien indemnisé s'il s'agit d'un cadre) se considérait comme un paria, au ban de la société, bien qu'il ne soit en rien responsable de ce qui lui arrive. L'autre valeur qu'elle avait sacralisée, c'était l'argent, le profit : « Enrichissez-vous » proclamait Guizot pendant que Thiers faisait fusiller les Communards, c'est-à-dire des ouvriers qui travaillaient beaucoup pour enrichir la bourgeoisie.

Eh bien, de nombreux exemples nous montrent que le travail-valeur sacrifié c'est fini ! Voici ce qu'écrivait J.L. Bredin dans « Le Monde » des 3 et 4 mai derniers :

« Il n'est guère possible de discuter du chômage en taisant, par pudeur, le changement survenu dans la relation des jeunes français et du travail. Voici que bon nombre de nos enfants le jugent autrement que nous ; qu'ils refusent d'y voir un dogme moral, un devoir social ; qu'ils observent que cette liberté a tous les caractères d'une servitude ; qu'ils mesurent le prix qu'il faut le payer : en souffrance, en ennui, ou simplement en temps pris au temps. Et sans doute le modèle social garde-t-il encore chez nous, en 1981, sa prééminence. Il faut vivre. Et il ne reste de normalité que du travail. La plupart des jeunes s'y soumettent ou voudraient s'y soumettre. D'autres n'osent ou ne peuvent aller au bout de leur révolte : ils cherchent des compromis. Certains inventent des métiers nouveaux. Certains n'acceptent du travail que l'irréductible, refusant promotion ou ambition, pour se contenter - aux moindres frais - de ses moindres fruits. Mais qui ne voit les effets d'un tel bouleversement ? Seul le discours politique continue de parler de l'emploi comme on parle du lait ou de la viande, en termes de marché alors que le travail - et le non-travail - ne sont pas seulement, dans notre société, les produits du système économique : ils expriment une crise de civilisation. »

Nous pouvons donc espérer que les derniers « drogues du travail auront disparu avant la fin de ce siècle. Nous devons nous en réjouir mais je tiens à préciser que ce que nous souhaitons, c'est la fin du travail en tant que valeur sacrifiée, qui a permis l'exploitation de l'homme par l'homme, et non pas du travail en général. Pour être clair je me bornerai à rappeler ce qu'écrivait J. Duboin dans la Grande Revue du 19 avril 1958 :

« Certes, il ne s'agit pas de "deshonorer" le travail, mais de distinguer le travail obligatoire auquel nous condamnons la lutte pour la vie, et le travail volontaire qui consiste à travailler à ce qui plaît, et quand cela plaît. Le premier, consacré à la production des biens matériels, deviendra une sorte de servitude temporaire pour permettre le second, celui de l'homme "libre" au vrai sens du mot, pour se perfectionner et s'accomplir. On voit que loisir n'est pas synonyme de paresse ; jouir de ses loisirs, c'est les employer d'une manière intelligente, car il n'existe pas de plus grand plaisir que d'être agréablement et utilement occupé. Or, il est nécessaire de posséder de quoi meubler ses loisirs, ce qui implique une certaine culture : de tous les maux qui nous affligent, l'ignorance n'est-elle pas l'un des plus grands ? »

En ce qui concerne l'argent, sa « valeur sacrifiée » est en train de s'estomper, elle aussi. Comment pourrait-il en être autrement avec une inflation impossible à maîtriser ? En fait, ce sont les banques elles-mêmes qui sont en train de scier la branche sur laquelle elles sont assises. Tout au moins ce qui se passe aux Etats-Unis et qui menace l'Europe, si l'on en croit un psychologue, de surcroît directeur des études à la Caisse d'Épargne de Paris (« Le Monde Dimanche » du 23 mars 1980) :

« Les banques américaines se livrent à une concurrence acharnée dans le secteur du crédit à la consommation. Elles inondent le marché de cartes de crédit, si bien qu'il leur sera de plus en plus difficile de récupérer les sommes mises en jeu.

En 1978, le montant des arriérés de paiement sur cartes Visa et Master Charge s'élevait à 810 millions

L'espoir

de dollars, soit un accroissement de 75 070 par rapport à l'année précédente. Une banque de San-Francisco a vu ses pertes sur comptes délictueux passer de 4,3 millions de dollars en 1978 à 6 millions en 1979 »...

« Un tel phénomène, dont l'ampleur pourrait constituer, selon certains banquiers, le prochain fiasco bancaire, mérite une réflexion et une explication, d'autant plus nécessaire que l'avidité a atteint maintenant les rivages de l'Europe. Les nombreuses campagnes publicitaires de moins en moins sélectives révèlent la stratégie de séduction. La banque, par ses maléfices, tend à conjurer le tabou de l'argent, à exorciser la peur de la déception.

N'assiste-t-on pas à l'aube d'une ère nouvelle, celle de la désaffection des symboles par la monnaie électronique ? On entrevoit la destruction du vieil ordre symbolique qui assignait à l'homme la notion de limite et à l'argent la fonction de réserve de travail : "Tu gagneras ta vie à la sueur de ton front."

Comme l'État-or perd son caractère d'index de la valeur, l'argent s'émancipe de la loi du travail. La dette s'efface et la banque donne, distribue sans jamais apurer les comptes. La culpabilité du débiteur s'abolit dans la mimésis de l'emprunteur. Un nouveau crédit vient couvrir la créance oubliée. Les rapports du sujet avec la banque s'inscrivent au registre du ludique : le jeu dans le jeu... un jeu de cartes... »

Alors, plus de travail, plus d'argent sacrés. Cette fois, c'est bien la crise, mon bon monsieur !

Et ça, c'est bien vrai :

« La vérité c'est que le monde entier est en crise et qu'aucun des systèmes qui se disputent le pouvoir n'a aussi, jusqu'à présent, à l'en tirer, parce qu'aucun ne s'est adapté aux fabuleuses transformations qui, dans tous les domaines, ont marqué ce siècle »

(J. Fontaine, « Le Monde » du 24-3-1981.)

L'espoir, notre espoir, c'est que notre nouveau gouvernement accélére la prise de conscience de tous du changement des valeurs qui s'opère, de la nécessité de repenser sur des bases nouvelles le fonctionnement de notre société. Pourquoi ne le ferait-il pas puisque c'est le seul moyen d'en finir avec la crise ? Cela rejoint d'ailleurs ce qu'écrivait J. Attali (devenu depuis conseiller de François Mitterrand) dans « Le Matin » du 23 mars dernier :

« La création d'un autre mode d'organisation des rapports sociaux, plus tourné vers les rapports non marchands, vers la liberté des hommes plus que vers leur satisfaction de spectateurs permettrait de réduire la dépendance à l'égard du modèle de consommation standardisé mondialement. Autrement dit, il faut réussir le formidable bouleversement que la technologie rend possible vers une société plus décentralisée, plus rurale, plus solidaire...

Cela exige aussi que les hommes aient le temps de vivre ces rapports sociaux nouveaux, c'est-à-dire que se réduise la dureté de travail. »